

**ARRÊTÉ de prescriptions complémentaires  
relatif à l'exploitation par la société SEPUR  
exploitant un centre de tri/transit de déchets non dangereux  
sur la commune de Thiverval-Grignon (78850) « Le ru Maldroit »**

**LE PRÉFET DES YVELINES**  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 relatif aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 relatif aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719

**Vu** l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif aux installations de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971 ;

**Vu** l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**Vu** la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 10 février 1993 modifié autorisant la société MATUSZEWSKI à exploiter à Thiverval-Grignon (78850), lieu-dit « Le rû du Maldroit », un centre de stockage et de transit de déchets industriels banals et une déchetterie ;

**Vu** le récépissé en date du 26 octobre 1993 donnant acte à la société CR2T dont le siège social est situé 169 avenue Georges Clémenceau, Parc des Fontaines, à Nanterre (92735) de sa déclaration de succession pour les activités auparavant exercées par la société MATUSZEWSKI ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 imposant notamment à la société CR2T de nouvelles prescriptions et abrogeant les dispositions des arrêtés préfectoraux précédents pour les activités de l'établissement sis Thiverval-Grignon (78850), lieu dit « Le rû du Maldroit » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 23 février 2011 actant les modifications de conditions d'exploitation des activités exercées dans l'établissement sis Thiverval-Grignon (78850), lieu dit « Le rû du Maldroit » et actant la fusion de la société SEPUR avec la société CR2T ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014153-0007 concernant la mise en œuvre des garanties financières pour la mise en sécurité des installations existantes de la société SEPUR (ex-CR2T) sis Thiverval-Grignon (78850), lieu dit « Le rû du Maldroit » ;

**Vu** le courriel en date du 1<sup>er</sup> avril 2019, transmis par la société SEPUR, relatif à une demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation d'une éventuelle évaluation environnementale concernant la modification des conditions d'exploitation du site de tri/transit de déchets non dangereux de Thiverval-Grignon (78850) ;

**Vu** le courrier du 15 avril 2019 transmis à l'Inspection des installations classées par l'ARS qui conclut sur l'absence de nécessité de réaliser une étude d'impact ;

**Vu** l'arrêté préfectoral en date du 7 août 2019 de Monsieur le Préfet des Yvelines dispensant la société SEPUR de réaliser une évaluation environnementale en application de l'article R.122-3 du CE ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance du 21 juin 2024 ayant fait l'objet d'une demande de compléments du 15 octobre 2024, transmis par la société SEPUR à l'Inspection des installations classées relatif à la régularisation de ses activités ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des installations classées du 22 janvier 2025 relatif à l'instruction du porter à connaissance de régularisation susvisé ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 28 janvier 2025 portant ouverture de la participation du public par voie électronique du 3 mars au 17 mars 2025, sur le projet de modification des conditions d'exploitation du centre de transit de verre et organisation des stocks déposé par la société SEPUR pour le site qu'elle exploite à Thiverval-Grignon (78850) le Rû Maldroit ;

**Vu** la synthèse du 18 juin 2025 des observations recueillies lors de la procédure de participation du public par voie électronique mise en ligne sur le site de la préfecture des Yvelines ;

**Vu** le projet d'arrêté transmis au demandeur par courrier du 19 juin 2025 ;

**Vu** le courriel du 7 juillet 2025 par lequel l'exploitant signale ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires qui lui a été transmis le 19 juin 2025;

**Considérant** la diminution du volume de déchets combustibles susceptibles d'être présents sur le site au profit notamment d'une augmentation des volumes de déchets verres ;

**Considérant** que l'ajout d'une nouvelle rubrique de traitement de déchets (2791) sous le régime de l'autorisation n'induit pas de changement du régime pour le site accueillant les installations exploitées par la société SEPUR ;

**Considérant** qu'il convient de classer l'activité de broyage de déchet sous la rubrique 2791 au lieu de la rubrique 2260 comme effectué précédemment ;

**Considérant** que la suppression de la rubrique 2260 et l'ajout de la rubrique 2791 n'induit ni l'ajout d'une nouvelle activité (broyage de déchet en remplacement du broyage de produit) ni un changement de régime ou de procédure du site ;

**Considérant** le faible impact redouté des émissions de bruits ou de poussières compte-tenu de l'environnement du site, implanté dans la Zone d'activité de Thiverval-Grignon, à l'écart des habitations, et que seules les campagnes de broyage (effectuées en moyenne tous les 10 jours) sont à l'origine de ces nuisances ;

**Considérant** la mise en place d'un brumisateur en droit du bâtiment DAE permettant le rabattement des poussières sur le site au cours des campagnes de broyages ;

**Considérant** l'absence de plaintes ou de signalements quelque'ils soient depuis la mise en place des activités de broyage par l'exploitant en 2019 ;

**Considérant** que les remaniements des flux et des alvéoles de stockage de déchets comme présenté par l'exploitant n'induisent pas d'effet domino ou en cas d'incendie de flux thermiques de 5 kW/m<sup>2</sup> sortant des limites du site ;

**Considérant** que les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement sont garantis par l'exécution des prescriptions spécifiées par le présent arrêté ;

**Considérant** que les modifications présentées par la société SEPUR sont considérées comme notables mais non substantielles au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** qu'à l'issue de la procédure de PPVE (Participation du Public par Voie Electronique), aucune contribution n'a été enregistrée sur le courriel dédié ;

**Considérant** qu'il convient d'actualiser certaines prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 ;

**Sur proposition** du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

Les dispositions prévues à l'article 2 « Nature des activités » de l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 sont remplacées comme suit :

<b>Libellé de la rubrique (activité)</b>	<b>Rubrique</b>	<b>Régime</b>	<b>Éléments caractéristiques</b>
Installation de traitement de déchets non dangereux, à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 ou 2971  1. Supérieure ou égal à 10 t/j	<b>2791-1</b>	<b>A</b>	Broyage lent de rembourrés par campagne de broyage d'une demi-journée tous les 7 jours calendaires. <b>62 t/j</b>  Broyage lent puis rapide de déchets de bois de démolition et palettes <b>168 t/j</b>  <b>Volume maximum broyé par jour : 168 t/j</b>

Libellé de la rubrique (activité)	Rubrique	Régime	Éléments caractéristiques
Installation de transit, regroupement, ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	<b>2714-1</b>	<b>E</b>	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est le suivant : <b>2 600 m<sup>3</sup></b>
Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1  1. Supérieur ou égal à 1000 m <sup>3</sup> .	<b>2716-1</b>	<b>E</b>	Le volume de bois d'ameublement, d'emballages industriels et de matelas susceptible d'être présent dans l'installation est le suivant : <b>2300 m<sup>3</sup></b>
Installation de transit, regroupement, ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712 La surface étant supérieure ou égal à 100 m <sup>2</sup> mais inférieure à 1000 m <sup>2</sup>	<b>2713-2</b>	<b>D</b>	Surface de l'installation : <b>400 m<sup>2</sup></b>
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m <sup>3</sup>	<b>2715</b>	<b>D</b>	Stockage de déchets de verres en alvéole : <b>800 m<sup>3</sup></b>

## Article 2 :

Les dispositions prévues à l'article 7 du Titre 3 « Mise à jour des plans » de l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 sont remplacées comme suit :

L'exploitant établit et tient à jour les plans des installations. Ces plans positionnent en particulier :

- les réseaux d'alimentation en eau potable ;
- les réseaux de collecte des eaux issues des installations ;
- les réseaux d'eaux d'extinction incendie ;
- les détecteurs d'incendies ;
- le(s) brumisateur(s) en droit du bâtiment DAE.

**Article 3 :**

Les dispositions prévues à l'article 2 du Titre 5 «Prévention des envols » de l'arrêté préfectoral n°06-089/DDD du 8 septembre 2006 sont remplacées comme suit :

Sans préjudice des règlements d'urbanismes, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises, à savoir :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation ;
- s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits sont recouverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement ;
- des filets ou tous dispositifs analogues sont installés pour prévenir tout envol de matériaux ou matières ;
- l'exploitant fait usage des systèmes de brumisation disposés sur le bâtiment DAE lors des campagnes de broyage des déchets de rembourrés et de bois de démolition lorsque les conditions météorologiques sont favorables à l'envol de poussières ;

**Article 4 :**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Thiverval-Grignon où toute personne intéressée pourra la consulter.

Un extrait sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Thiverval-Grignon dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera accessible sur le site internet de la Préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 5 :**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, notamment au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>):

1°) par le destinataire de la présente décision dans le délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

**Article 6 :**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision (société SEPUR sise route des Nourrices à Thiverval-Grignon (78850), à peine,

selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

**Article 7 :**

Le secrétaire général de la préfecture des Yvelines, le sous-préfet de Rambouillet, le maire de Thiverval-Grignon, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 16 juillet 2025

Pour le Préfet, par délégation,  
La Directrice, par subdélégation,  
la chef de l'Unité départementale  
**signé**

Delphine DUBOIS